



Acteurs publics **CONTRE** les emprunts toxiques

Communiqué de Maurice VINCENT

Président de l'Association « Acteurs Publics contre les emprunts toxiques »
Maire de Saint-Etienne

Mercredi 2 octobre 2013

Assemblée Générale du 1^{er} octobre de l'APCET

L'APCET a pris connaissance des articles du PLF 2014 relatifs au traitement du problème des emprunts toxiques.

1. L'APCET reconnaît l'aspect positif de la reconnaissance par l'Etat de la gravité de ce problème et de la création d'un fonds de soutien de 1.5 milliard d'euros sur 15 ans.
2. L'APCET souligne que le pilotage doit être paritaire et transparent et exclure toute situation où l'Etat serait à la fois « juge et partie ». L'APCET demande à être étroitement associée à la rédaction du décret d'application visant à préciser les modalités du fonctionnement de ce fonds.
3. L'APCET demande que s'ouvrent dans les meilleurs délais des négociations avec l'Etat pour les collectivités dont la situation financière est la plus fragilisée par l'ampleur des risques supportés. Il en va en effet de leur capacité d'action et d'investissement à court terme.
4. En l'état l'APCET ne peut accepter que la loi de validation s'applique aux contentieux en cours et demande que ceux-ci en soient exclus, comme le prévoyait l'amendement déposé le 31 mai 2013 à l'Assemblée Nationale (loi de séparation et de régulation des activités bancaires). Au sein de l'APCET, une partie significative des adhérents considère que le principe d'une loi de validation à portée rétroactive est inacceptable car il prive les collectivités de moyens d'action sur le plan judiciaire tout en portant atteinte à la stabilité du droit.